

# de Terres gauche



MUNICIPALES

## Abécédaire pour les municipales

**V**ous avez à votre disposition un ouvrage collectif. Il est un texte encore en chantier à l'été 2012. Ses rédacteurs continuent le travail. Des élus, des acteurs, des techniciens et des militants ont accepté de répondre à mon invitation. Je les en remercie. D'autres encore répondent en ce moment à cet appel. Leurs travaux viendront compléter la prochaine édition.

Il s'agit de déposer une contribution collective sur la table du débat politique qui s'annonce pour 2014. En effet, les urgences sociales, écologiques et démocratiques exigent des actions concrètes, radicales et intransigeantes. Chacun doit à son niveau fédérer son réseau pour bousculer l'ordre établi, les situations installées pour amplifier, déclencher, engager des transformations fortes dès l'échelon local. Des preuves par l'exemple peuvent conduire à des changements futurs au plan du pays tout entier.

Des gauches se dessinent comme ayant des offres politiques différentes. Il est encore trop tôt pour savoir comment et pourquoi les citoyens vont les distinguer et les départager. Mais il est temps de faire valoir de partout des exigences programmatiques.

Sans ici choisir telle ou telle stratégie électorale qui est du ressort des partis politiques, les contributeurs de cet abécédaire sont des praticiens, des militants qui, au-delà de leur sensibilité personnelle de citoyens ou de militants, sont tous des passeurs. Ils recherchent où se trouvent des esprits disponibles pour faire passer le plus grand nombre d'élus et de citoyens à l'acte d'ici 2014 et après.

Ils sont chacun individuellement à votre écoute pour concrétiser tel ou tel des raisonnements ou actions qui vous motivent. Mais ne vous étonnez pas, vous allez rencontrer des passionnés de leur sujet, toujours motivés à agir et à transmettre une expérience pour que germe l'envie par l'action.

Ce qui nous réunit c'est notre obstination : on lâche rien ! Si vous n'êtes pas faits de ce bois-là, abstenez-vous, Terres de Gauche n'est pas fait pour vous !

Cet abécédaire est réalisé sur la base de contributions ou exposés des formateurs et personnes ressources de l'association FDC – Le Formateur des Collectivités partenaire du réseau des élus du Parti de Gauche : la Gauche par l'exemple.

### TERRES DE GAUCHE, ABÉCÉDAIRE DES RADICALITÉS CONCRÈTES

est réalisé à partir des textes de : Mathieu Agostini, Gabriel Amard, Paul Ariès, Vincent Assante, Léa Batoux, Nacer Benrajeb, Maryse Berger, Tony Bernard, Alain Berthault, Christine Binant, Philippe Bluteau, Jacky Bortoli, Damien Calvignac, Gilles Clément, Yannick Delord, Jean-Jacques Deluchey, Alain Divo, Sophie Duvauchelle, Sakina Faouzi, Bruno Fialho, Romain Jammes, Christophe Lалуque, Anne-Marie Laurent, Yves Le Hen, Eduardo Meneses, Françoise Minetti, Corinne Morel-Darleux, Patrice Perdereau, Jean-Paul Pla, Emmanuel Poilane, Juliette Prados, Gilles Rémignard, Philippe Rio, Joseph Rossignol, Arnaud Thomas, Nathanaël Uhl.



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince



# de Terres gauche



MUNICIPALES

## Préparons les municipales

**C** et abécédaire est une boîte à outils, pleine d'initiatives locales. C'est un ouvrage sûrement incomplet qui en appellera d'autres, mais déjà riche de radicalités concrètes, de réflexions pour l'action politique municipale de chaque jour. Ces matériaux ont été retenus par Gabriel Amard, secrétaire général de l'association La Gauche par l'exemple et Président de l'agglomération Les Lacs de l'Essonne, pour ce qui les démarque des gestions municipales «molles», fainéantes et capitulardes face à l'idéologie dominante de la doxa capitaliste. Le déploiement des services publics, la défense de la laïcité, l'urgence écologique, la résistance aux agences de notation, la bataille pour l'égalité des droits doivent trouver des traductions en actes dans l'action municipale. Terres de Gauche est un premier étendard qui «claque» pour donner le signal du rassemblement à tous les résistants. Citoyens, militants associatifs, élus d'opposition comme de majorité, si vous avez le coeur à gauche, ne vous résignez pas, ne capitulez jamais, la gauche conquérante est de retour.

**A** comme accueil des citoyens voyageurs  
**A** comme Architecture durable  
**A** comme Architecture écologique  
**B** comme Biodiversité et brassage planétaire  
**C** comme Centres de santé municipaux  
**C** comme Cimetière laïque  
**C** comme Cinéma municipal  
**C** comme Coopérative d'activité et d'emploi  
**C** comme Coopérative maraîchère bio  
**D** comme Décrochage  
**D** comme Déplacements doux  
**E** comme Ecopaturage  
**E** comme Engagement international  
**E** comme Espace Temps  
**E** comme Étalement urbain  
**F** comme FabLab

**F** comme Fauchage tardif  
**F** comme Flotte  
**F** comme Friche culturelle  
**F** comme de la fourche à la fourchette  
**G** comme Géothermie  
**G** comme Gratuité  
**H** comme Handicap  
**I** comme Implication citoyenne  
**J** comme Jardins familiaux  
**J** comme Jeunesse  
**K** comme Kolkhoze  
**L** comme Lecture publique  
**L** comme Logement décent pour tous  
**L** comme Logiciel libre  
**M** comme Matière transformée  
**N** comme Negawatt  
**O** comme Ouvrir aux autres  
**P** comme Parrainage républicain  
**P** comme piétons  
**P** comme Place aux petits  
**P** comme Politique de la Ville  
**P** comme Pollinisation paysagère  
**Q** comme Quartiers populaires  
**R** comme Réussite citoyenne  
**R** comme Restauration collective bio  
**R** comme Restauration laïque  
**S** comme Séparation (des Églises et de l'État)  
**S** comme Sens politique dans les finances publiques locales  
**T** comme Titularisation  
**U** comme Unité de compte locale  
**U** comme Université populaire  
**V** comme Vidéosurveillance  
**W** comme Wi-Fi  
**X** comme Xanthia  
**Y** comme Yachts  
**Y** comme Yourtes  
**Z** comme Zones sans pub



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince



# de Terres gauches



MUNICIPALES

## L'écologie pour de vrai

**B**

### COMME BIODIVERSITÉ

La biodiversité c'est le nombre d'espèces animales et végétales en présence sur la planète. Ce nombre est oscillant : chaque jour disparaissent des espèces fragilisées par l'activité humaine, la pollution (disqualification biologique des milieux) ou les changements climatiques. La pollution et les changements climatiques agissent de façon insidieuse, généralement invisible et se déployant sur le long terme de sorte qu'il est parfois difficile de relier les causes de la disparition à la disparition elle-même. Pour des raisons diverses six «extinctions» de diversité ont eu lieu au cours de l'histoire de la planète, la probable future extinction dont nous sommes les témoins étonnés trouve sa raison principale dans notre propre activité, notre système de vie et de consommation. L'origine anthropique de l'effondrement de la diversité participe d'un mécanisme agissant en profondeur sur la planète auquel le glaciologue Claude Lorius attribue une puissance quasi géologique, ce qui le détermine à déclarer que nous sommes entrés dans l'ère «anthropocène» et ce depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle...

**E**

### COMME ÉCOPATURAGE

Aux frontières des villes, dans les parcs jardins et espaces verts, les animaux domestiques peuvent jouer un rôle primordial dans les écosystèmes. Cette technique alternative de gestion des espaces enherbés est appelée Écopaturage et se substitue à la tonte, au fauchage et au broyage. La mise en pratique d'un idéal de gestion «naturelle» se traduit par un pâturage extensif avec des races rustiques Françaises à petit effectif (race locale, souvent en voie de disparition), et une connaissance des espèces végétales présentes sur le site...

**F**

### COMME FAUCHAGE TARDIF

Le fauchage tardif en gestion différenciée est un ajustement de la période d'intervention en fonction de la reproduction des végétaux (montée en graine ou épiaison) et des animaux (insectes, oiseaux etc.) présents dans les milieux herbacés. Le décideur s'interdit d'intervenir durant cette période pour favoriser le retour de la biodiversité faunistique et floristique. Ce décalage favorise également le maintien d'espèces sauvages, plantes à fleurs (chicorée sauvage, bouillon-blanc, seneçon...) qui sont propices aux oiseaux (linottes mélodieuses, chardonnerets) aux papillons (vulcain, pieride...) ou petits mammifères comme le hérisson. Concrètement le fauchage tardif consiste à laisser pousser la végétation dans les parcs, les accompagnements de voirie... en créant en bordure un «ourlet» de quelques mètres, qui lui, sera tondu à l'aide d'une tondeuse dite mulching (pas de ramassage). Ce dernier mettra en valeur, l'esthétisme du fauchage et évitera l'aspect négligé perçu par certains...

**G**

### COMME GÉOTHERMIE

Penser la ville de demain, c'est agir concrètement pour le droit à la ville, pour permettre de s'y loger, d'y habiter, d'y vivre. Cela suppose un fondement idéologique couplé à une radicalité pragmatique. Les services urbains (distribution de l'eau, collecte des déchets, développement des réseaux chaleur) sont au cœur des enjeux sociaux et environnementaux contemporains. Aujourd'hui, 13 % des ménages français consacrent plus de 10 % de leurs revenus à l'achat d'énergie ; plus d'un ménage modeste sur cinq déclare souffrir du froid dans son logement ! ...



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince



# de Terres gauche



MUNICIPALES

## L'économie sociale et solidaire

C

### COMME COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

«Prendre nos affaires en main» : c'est un objectif de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en particulier dans les coopératives de production où chaque salarié participe à l'orientation, l'organisation et aux résultats de l'entreprise. C'est aussi le désir ou la nécessité qui poussent de nombreuses personnes à développer leur propre projet, mais leur démarche se heurte aux problèmes de gestion, à la solitude et aux pièges du portage et de l'auto-entrepreneur. C'est pour répondre à ce besoin d'entreprendre ensemble de nos concitoyens que la Communauté d'Agglomération «Les Lacs de l'Essonne» (CALE) a mis en place une Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE)...

### C COMME COOPÉRATIVE MARAÎCHÈRE BIOLOGIQUE

«Bio d'ici» pour la restauration collective et pour la construction d'une filière bio en Sarthe. À l'origine de ce projet, il y a le souhait de la ville d'Allonnes, de l'agglomération mancelle, de passer sa restauration scolaire de 800 rationnaires quotidiens, en bio. Il y a par ailleurs, la volonté assez ancienne du Groupement des Agriculteurs Bio du département de la Sarthe (GAB 72), de structurer une filière complète afin de répondre aux besoins de la restauration collective en Sarthe. Si le département de la Sarthe est rural et agricole, il a pour autant cette particularité, alors que la région des Pays de la Loire figure parmi les premiers rangs de la production agricole biologique française, d'être assez en retard en la matière et d'avoir un secteur maraîcher biologique très faible. Si ce dernier répond assez convenablement à la demande individuelle pour les besoins des AMAP, pour les marchés de plein-vent et pour les quelques bio-coop existants, les maraîchers bio

sont en revanche dans l'incapacité de répondre aux besoins croissant de la restauration collective hors domicile qui réclame des volumes importants...

F

### COMME FABLABS

Des ateliers communaux pour le droit à réparer, des recycleries pour sortir du gaspis.

Proposition : mettre en place des recycleries et ateliers communaux permettant de mutualiser compétences et moyens, afin de lutter contre le tout jetable prôné par le système productiviste et consumériste. Sur une planète aux ressources finies et dans un contexte de crise sociale, l'injonction permanente à surconsommer alimentée par la publicité, le crédit à la consommation, la mode, et renforcée par l'obsolescence programmée par les industriels, est une voie dramatique. Il est de notre responsabilité de résister à l'idéologie du «tout jetable» et d'instaurer le droit à réparer et recycler...

U

### COMME UNITÉ DE COMPTE LOCALE

Une monnaie locale, levier éthique d'un autre développement économique à la disposition des citoyens et des collectivités. On dit que la richesse se crée lorsque la Monnaie circule. C'est pour cela que la monnaie complémentaire doit être non capitalisable et fondante, s'il elle n'a pas été utilisée au bout d'un certain temps. La monnaie alternative, éthique et locale a pour objectif de renforcer et soutenir des échanges économiques locaux respectueux des personnes et de la nature, de consommer différemment et de donner du sens à ces échanges. Elle valorise ainsi une démarche éthique : transports en communs, produits locaux sains, loisirs alternatifs, aide à la personne... C'est un outil de changement parmi un projet global de rupture à notre société, à travers l'économie sociale et solidaire. Le projet de monnaie locale doit être citoyens et répondre aux plus près des habitants...



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince

**fdc**  
LE FORMATEUR DES COLLECTIVITÉS

# de Terres gauche



MUNICIPALES

## Pour une laïcité intransigeante

### **S** COMME SÉPARATION (DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT)

S'assurer que les deniers publics sont affectés à l'intérêt général, dans le respect de la loi de séparation des Églises et de l'État. L'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 paraît, à première lecture, clair : «La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte». Mais cette interdiction de subventionner un culte n'est pas si facile à manier, au quotidien, lorsqu'il s'agit d'accorder des subventions à une association locale (ou de surveiller les conditions dans lesquelles ces subventions sont accordées)...

### **C** COMME CIMETIÈRE LAÏQUE

Préserver le caractère laïque des cimetières en refusant leur division en «carrés confessionnels». La loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État n'est pas la première à avoir imposé l'application du principe de laïcité : avant elle, la loi du 14 novembre 1881 sur les cimetières procédait de la même ambition. Depuis cette loi, le maire a interdiction de diviser le cimetière communal en plusieurs portions correspondant chacune à un culte. Certes, les tombes peuvent faire apparaître des signes particuliers propres à la religion de chaque défunt, mais ces tombes doivent pouvoir se trouver mêlées les unes aux autres, à l'intérieur d'un même espace laïc...

### **P** COMME PARRAINAGE RÉPUBLICAIN

Le parrainage républicain (ou baptême civil) pour accueillir chacun de nos enfants dans la cité et les reconnaître comme des citoyens en devenir. Dès 1791 avec la 1<sup>ère</sup> République, ce que l'on nomme parrainage républicain prend un caractère officiel. Porté par la Révolution française et

la philosophie des Lumières comme le mariage civil, il est la reconnaissance par la République du nom porté. Quelle que soit son origine, sa condition sociale, sa religion, le parler de ses parents, la France reconnaît l'enfant qui deviendra un citoyen de la République. Le baptême civil ou parrainage républicain est aujourd'hui encore, non pas la substitution d'un engagement civil à un engagement confessionnel. Il est le prolongement d'une coutume qui remonte aux nombreuses sociétés où l'on retrouve la fraternité comme valeur universelle...

### **R** COMME RESTAURATION LAÏQUE

En garantissant la séparation des églises et des tables, il s'agit de permettre aux enfants accueillis dans une structure publique de dépasser leurs appartenances familiales, de s'initier librement au goût et d'apprendre à vivre dans un espace public laïc, conçu comme un espace affranchi «de toute emprise exercée au nom d'une religion ou d'une idéologie particulière». Les communes sont en charge du service public de la restauration scolaire dans les écoles primaires et n'ont absolument pas l'obligation d'intégrer, dans les menus qu'elles proposent, les prescriptions religieuses relayées par les parents des usagers. Certes, dans le rapport de la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République présidée par Bernard Stasi, on trouve l'affirmation selon laquelle «des substituts du porc et le poisson le vendredi doivent être proposés dans le cadre de la restauration collective» et d'autres positions ainsi formulées : «la prise en compte des exigences religieuses doit être compatible avec le bon fonctionnement du service selon le principe que les québécois appellent l'accommodement raisonnable»...



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince



## Développer les services publics

C

### COMME CENTRES DE SANTÉ MUNICIPAUX

Il existe une alternative de service public à ces centres médicaux libéraux, ce sont des centres de santé publics, historiquement liés aux dispensaires des grandes villes et de la banlieue «rouge» depuis l'entre-deux-guerres, également aux mutuelles et à certaines professions (mines), ou au secteur associatif. Les centres de santé s'inscrivent bien dans le secteur ambulatoire et en alternative à la pratique libérale. Ils exercent des activités de soins sans hébergement, et constituent donc des structures sanitaires de proximité dispensant principalement des soins dits «de premier recours». Les professionnels de santé salariés, y travaillent en équipe, dans le cadre d'une approche globale et coordonnée, autour d'un dossier médical par patient et dans le souci de la continuité des soins...

M

### COMME MATIÈRE TRANSFORMÉE

Compte tenu des enjeux sociaux et environnementaux que ces évolutions représentent, il est grand temps dans notre pays d'avancer dans la maîtrise publique des déchets, à l'instar de ce qui se pratique dans le domaine de l'eau. À l'étape où nous sommes de la transformation inéluctable de nos déchets en nouvelles matières premières, nous ne pouvons laisser ces nouvelles sources de profit aux mains des grands groupes...

P

### COMME PLACE AUX PETITS

Crèche à domicile sur horaires atypiques. La crèche les Qualiméros propose aux familles mono-parentales à faibles revenus une garde au domicile sur horaires atypiques. Voici un service public d'accueil en horaires atypiques 7j/7 pour les tout-petits qui s'est imposé pendant la rencontre d'une jeune maman, au cours d'une permanence d'élue. Il est fréquent dans ces permanences que les ravages du néo-capitalisme s'invitent et vous nouent la gorge jusqu'aux larmes. C'est un homme, une femme qui, après avoir longuement hésité, toujours dignement, vous confie son histoire...

U

### COMME UNIVERSITÉ POPULAIRE

«Tout progrès dans la connaissance de la nécessité est un progrès dans la liberté du possible». Pierre Bourdieu. L'université populaire c'est : Ouvrir des contre-feux idéologiques. Déconstruire l'idéologie dominante pour participer à la politisation des débats afin de construire les conditions d'une citoyenneté active. Proposer des espaces d'échanges et de construction d'une intelligence collective. «Parler au lieu d'être parlé». Associer dans une dynamique un souci pédagogique de comprendre la complexité des questions sociales, économiques, écologiques et politiques avec le désir de transformer les rapports de domination...



# de Terres gauche



MUNICIPALES

## Faire avancer la gratuité

**G** **COMME GRATUITÉ**  
La gratuité c'est déjà bon socialement puisque c'est une réponse concrète à l'urgence sociale, c'est une réponse au mouvement de «démoyennisation de la société» ; c'est une façon de réapprendre à définir les besoins sociaux à partir de la valeur d'usage. On nous dira que la gratuité n'existe pas, que tout a un coût... certes, mais raison de plus pour faire le bon choix, raison de plus pour rendre la parole à ceux qui en sont privés. Nous proposons d'avancer vers la gratuité du bon usage face au renchérissement voire à l'interdiction du mésusage, sans qu'il y ait de définition scientifique ou moraliste...

La gratuité c'est bon politiquement, car c'est une façon de reprendre la main sur la droite et la fausse gauche, c'est rappeler qu'il existe deux conceptions de la gratuité : d'une part une gratuité d'accompagnement du système (la gratuité pour les pauvres) mais cette gratuité-là ne va jamais sans condescendance (est-ce que vous êtes un pauvre méritant ?) ni sans flicage (est-ce que vous êtes un vrai demandeur d'emploi), et, d'autre part, une gratuité d'émancipation, celle des communs...

La gratuité, c'est également bon écologiquement parce qu'elle nous oblige à faire des choix, parce qu'elle pose la question des limites et du partage, parce que face au capitalisme qui insécurise et gouverne par la peur, elle sécurise économiquement,

elle permet donc de développer d'autres facettes de nos personnalités (ne pas être seulement un forçat du travail et de la consommation mais mille autres chose...)...

**F** **COMME COMME FLOTTE**  
Tout comme la santé et l'éducation, la quantité d'eau indispensable à notre existence doit être gratuite. Nous avons donc mis en place la gratuité des 3 premiers litres d'eau, par personne et par jour, nécessaires pour être vivant. Nous avons supprimé le paiement de l'abonnement pour les familles. Nous avons d'autre part développé une tarification progressive et écologique de l'eau afin d'inciter les usagers à limiter les gaspillages. Consommer de l'eau pour sa vie ne peut se faire au même coût que pour un usage de confort ou de luxe. Enfin, nous avons différencié les tarifs pour l'usage familial et l'usage professionnel de l'eau potable...

**L** **COMME LECTURE PUBLIQUE**  
La gratuité d'accès est la règle mais trop souvent encore, l'emprunt de documents en bibliothèque est soumis à des conditions d'inscription payante. Les élus qui ont fait le choix de la gratuité n'ont pourtant à regretter ni dégradation particulière, ni déresponsabilisation des usagers. Par contre la fréquentation s'accroît et les nombre de prêts de documents également...



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince



# de Terres gauche



MUNICIPALES

## Promouvoir la Ville pour tous

**E**

### COMME ESPACE-TEMPS

L'enjeu de ce XXI<sup>e</sup> siècle pour l'individu sera le temps. L'étalement urbain, l'éloignement entre lieux d'activités et lieux d'habitat augmentent les temps aliénants : c'est-à-dire les temps de trajet subis. La ville que nous entendons construire est une ville densifiée pour ralentir le rythme que la société capitaliste impose aux individus, qui ne sont envisagés qu'en tant que producteurs et consommateurs. Avec ces temps libérés, nous voulons leur offrir l'espace pour devenir pleinement citoyen. La maîtrise de l'espace, enjeu collectif premier, est donc nécessaire...

**D**

### COMME DÉPLACEMENT DOUX

Donner la possibilité au plus grand nombre de se déplacer en modes doux, sur des courts trajets, est un objectif qui allie la nécessité écologique et l'amointrissement de l'accumulation capitaliste : faire des aménagements adaptés en est l'outil évident, mais aussi ralentir la ville en rapprochant les activités, plutôt que de les éloigner sans cesse en augmentant la vitesse des transports lourds...

**H**

### COMME HANDICAP

Les Municipalités ont des responsabilités directes en matière de délivrance de permis de construire d'écoles, d'établissements recevant du public, d'installations ouvertes au public, de bâtiments d'habitation (logements sociaux ou non), de voirie, et il est essentiel que dans le cadre de ces prérogatives, elles veillent au droit à l'accès des personnes dites handicapées à l'ensemble de ces différents secteurs ouverts à la population en général...

**L**

### COMME LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS

Actuellement des municipalités ont signé des arrêtés anti-expulsions. Ils sont fondés sur le droit et les traités internationaux garantissant le droit fondamental d'accès au logement pour tous. Ces arrêtés doivent s'accompagner d'une mobilisation citoyenne et permettent d'apporter une réponse collective et politique à une problématique individuelle soutenue par un accompagnement social et une politique de prévention par la mobilisation des FSL (Fonds de Solidarité Logement)...

Mettre en place une politique foncière pour :

- cibler, et échelonner dans le temps, les terrains ou secteurs à urbaniser ;
- construire un observatoire foncier qui permette de connaître et de maîtriser les prix des mutations foncières et immobilières ;
- acquérir (par préemption ou à l'amiable) des terrains ou des immeubles en vue de réaliser des opérations de logements sociaux, ou de faire des réserves foncières...

**P**

### COMME PIÉTONS

Piétons, vélos et modes doux : passer du code de la route au code de la rue pour une meilleure co-existence des différents usagers de la rue en ville. Objectif : Contester l'hégémonie de la voiture en ville afin d'éviter le syndrome américain, redonner toute leur place aux autres usagers de la rue afin que l'espace public reste à tou-te-s, «ralentir la ville» en garantissant tout à la fois le droit à la mobilité et celui à vivre dans un environnement sain...



©réaction : Pellicam 01 49 08 01 61

Collection :  
politique à gauche  
288 pages  
Prix public : 8 euros  
Édition : Bruno Leprince

